

Les luddites et l'usure du «vieux monde»

«L'existence de l'État et l'existence de l'esclavage sont inséparables.»¹
Karl Marx

L'énergie nucléaire, sa gestion et sa contestation forment un miroir grossissant du chaos dans lequel se débat la société moderne. Elles montrent aussi les rapports de force dont cette société est l'enjeu. Or il apparaît clairement que l'affaiblissement des nucléocrates ne correspond pas à un renforcement de leurs contestataires. Si les rapports de force ne fonctionnent pas de manière inversement proportionnelle, comme les plateaux d'une balance, c'est que le nihilisme de l'époque engendre des appels désespérés à des arbitrages étatiques.

Du «vieux monde»

La notion de «vieux monde» élargit et approfondit celle d'Ancien Régime. Elle signifie que l'affranchissement des sujets envers des hiérarchies de type féodal ou royal est un pas insuffisant de l'émancipation humaine. Ceux qui s'opposent au «vieux monde» savent que les nouveaux régimes fondés sur des constitutions politiques issues des premiers assauts révolutionnaires n'ont pas achevé, mais recomposé, les inégalités sociales sur lesquelles se fondent les dominations et les soumissions. Les utopies spatiales dont le «Nouveau Monde» de la révolution américaine auquel faisait écho la formule

de Saint-Just selon laquelle «le bonheur est une idée neuve en Europe» furent dépassées par les utopies temporelles animées par les luttes qui se généralisèrent au XIX^e siècle. Ces luttes contre la dépossession des existences humaines et les nouvelles formes de servitude que les organisations de travail liées à l'universalisation des relations marchandes instaurèrent atteignirent leurs limites au XX^e siècle. Les perspectives qu'elles ouvrirent se refermèrent par la répression et l'encadrement étatiques. C'est ce que signifiait l'expression «vieux monde» – qui était censé ne pas rattraper le manifestant de 1968 – quand, il y a cinquante ans, il s'agissait d'abattre le mythe des deux «hommes nouveaux», l'un prolétarien et producteur, l'autre libre et consommateur, érigés en modèles alternatifs communiste ou occidental. Ces utopies temporelles doivent à leur tour être dépassées, et ce dans un contexte où la dépossession des existences humaines s'est étendue jusqu'au plus loin des centres de production.

Le XXI^e siècle nous montre le «vieux monde» plongé dans une réalité que le plus lucide des révolutionnaires d'il y a cinquante ans envisageait à peine. Les idéologues qui, dans leurs théories, présentaient précédemment la crise

1. *Le roi de Prusse et la réforme sociale. Réponse à Ruge des 7 et 10 août du Vorwärts* (1844), éd. Champ libre, 1981, vol. I, trad. Molitor, revue et augmentée par J.-J. Raspaud.

économique comme cyclique et passagère conviennent peu à peu qu'elle est devenue perpétuelle. La survie assistée technologiquement va ouvertement de pair désormais avec l'isolement et la déstabilisation continue des moyens de subsister. Les frontières géopolitiques sont ébranlées par la montée de mouvements théocratiques guerriers, high-tech et vidéophiles, résultant des retournements d'alliance que l'exportation militaire de la démocratie marchande a engendrés. Sur fond de guerre énergétique, l'ennemi générique de la démocratie marchande est maintenant doté des traits hideux d'une infernale religion sanguinaire et non plus des attraits mensongers de l'avenir égalitariste promis par le paradis militarisé du communisme d'État. Ce nouvel ennemi sert de faire-valoir d'autant plus efficace à l'organisation sociale hégémonique qui voudrait neutraliser toute critique.

L'obscurantisme religieux étant compatible avec l'aveuglement scientifique, les États moyen-orientaux parient sur la construction de centrales nucléaires. Pendant que les États-Unis négocient «l'indépendance» nucléaire de l'Iran, l'Arabie saoudite et quelques émirats promettent d'acheter des EPR à la France. La Turquie projette la construction pour 2017 d'une centrale de quatre réacteurs ATMEA-1² (petit frère de l'EPR) à Sinop, au bord de la mer Noire – dans le cadre d'un partenariat auquel participent AREVA, Mitsubishi et EDF dont le projet est validé par l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) et l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) –, et d'une autre de quatre réacteurs russes à Mersin, prévue pour 2020 au bord de la Méditerranée. Dans ces deux régions, le programme est contesté par les populations.

La mise en scène des dangers est devenue un exercice obligatoire désormais, tant ils se réalisent. La conscience du désastre est maintenant généralisée. Fini la période éphémère où l'écologie frayait avec les idéaux révolutionnaires. Aujourd'hui, cette idéologie verte est partagée par les administrateurs du désastre. Leur incessante propagande s'indigne quotidiennement de chacun de ces malheurs qu'eux-mêmes déniaient naguère. Ce sont les nucléaristes de *Science et Vie* qui titraient en septembre 2014 : «Accident

nucléaire : comment la France s'y prépare». Ce qui leur a valu la lettre ouverte restée à ce jour sans réplique d'«Un irradié non consentant» (lire page 7).

L'idéologie catastrophiste accélère le traitement spécialisé des désastres réalisés en éloignant soigneusement leur perception de leurs origines sociales et politiques. Face aux gestionnaires, les spécialistes oppositionnels, formés politiquement et universitairement, se destinent à la gestion des catastrophes. La critique est absorbée dans une exténuante multitude de causes à défendre et ne se montre pas capable d'élaborer une conception générale et pratique susceptible de renverser la situation pour de bon. La division des tâches est parfaite, toute critique est renvoyée à l'utopie ou au romantisme et chaque problème particularisé à une solution technique réputée réaliste.

Il en résulte que le terrain d'affrontement entre les maîtres et leurs affidés, d'un côté, et leurs opposants citoyens, de l'autre côté, est parcouru d'un langage commun : celui de la mesure. Comprenons «mesure» au sens d'«avec mesure» – pas de confrontation, du consensus – et de «prendre la mesure» – élaborer une représentation commune des problèmes. En cela, les Grenelle verts de 2007 et 2010 et le Grenelle de 1968 sont similaires. Hier par des augmentations salariales (rapidement annulées par l'inflation), les accords entre la bureaucratie CGT gaulliste et l'État avaient tenté de diluer les oppositions au travail qui menaçaient d'atteindre le régime de production lui-même. On sait que les accords des 25 et 26 mai 1968 avaient été rejetés par la base ouvrière et que la grève avait été alors reconduite. Aujourd'hui, de la même manière, le recours aux normes juridiques régulatrices indéfiniment négociées permet d'encadrer les oppositions aux effets de la production capitaliste, qu'on qualifie ces oppositions par l'expression de «critique de la société industrielle», ou plus vaguement encore par le mot d'«écologie».

Marx pouvait écrire que «l'humanité ne se pose jamais que les problèmes qu'elle peut résoudre» en spéculant sur le devenir des producteurs malgré leur continuelle dépossession. L'État et les administrateurs des choses et des hommes

2. Il serait déloyal de noter l'homophonie du patronyme du directeur général de l'entreprise ATMEA : Andreas Goebel.

ne peuvent pas résoudre les problèmes qu'ils ont imposés, même en spéculant sur l'avenir d'une automatisation du monde. Signe de la confusion de l'époque, le constat de la servitude volontaire est repris par un juriste étatiste : «Le propre de la gouvernance repose non pas sur la légitimité d'une loi qui doit être obéie, mais sur *la capacité commune à tous les êtres humains d'adapter leur comportement aux modifications de leur environnement* pour perdurer dans leur être.»³

Le monde nucléarisé vieillit lui aussi. Pour ne prendre que les trois nations les plus nucléarisées, la centaine de réacteurs américains non arrêtés vont avoir quarante ans ; les 54 réacteurs japonais sont arrêtés depuis mai 2012, le redémarrage d'Ohé en juillet 2013 avait fait long feu en septembre 2013, et celui de Sendai du 11 août 2015 n'aura duré que dix jours, non pas en vertu d'une opposition politique, dont l'ampleur et la forme sont dérisoires, mais du fait d'un problème dans le circuit de refroidissement ; le parc français est prêt pour la poubelle, quand bien même l'État français ne l'avouera que lorsque sa course à l'innovation l'aura ruiné. Ce ne sont pas seulement les événements de Fukushima ou de Tchernobyl qui précipitent son pourrissement. Ces événements ne font que rendre apparents les retours de bâton de l'hallucination scientifique dans le nucléaire civil. La compréhension tardive de l'impossibilité de remplacer une cuve de réacteur démontre l'impensé de l'usure des centrales. Cela oblige les nucléocrates à démanteler les centrales impropres à la production, lors d'opérations qui décuplent les dangers pour les travailleurs du nucléaire. L'inaptitude des nucléocrates français à mener à bien la construction des EPR et la conception d'ASTRID – une technologie futuriste au sodium censée transformer les déchets en matières fissiles combustibles – sanctionne leur rêve d'une industrie qui s'alimenterait de ses déchets.

C'est dans ce contexte qu'interviennent la partie de bonneteau arbitrée par l'État entre Areva ruiné et EDF rémunéré par les factures renchériées des usagers ainsi que les échanges de patates chaudes entre les instances de sécurité du nucléaire, notamment l'IRSN et l'ASN. Leur indépendance à l'égard des constructeurs peut être jugée à cette réaction à la suite d'une fuite rendue publique via Mediapart

concernant les soupapes de l'EPR : «Il n'y a pas de "rapport confidentiel" car nous n'en sommes qu'à la phase d'instruction, a indiqué Thierry Charles, directeur général adjoint de l'IRSN. Mais il y a eu une réunion préparatoire avec l'Autorité de sûreté nucléaire au cours de laquelle ont été présentés des transparents.»

Ludd à l'aube et au déclin du «vieux monde»

À l'époque des luddites, au début du XIX^e siècle, le «vieux monde» était jeune. Les tisserands anglais avaient compris d'emblée que les premières machines de l'âge industriel les déposèderaient à jamais de leur travail. Aujourd'hui, cette forme d'aliénation mécanisée du travail ayant fait tache d'huile dans tous les aspects de la vie au point de mettre celle-ci en péril, les contre-experts de chacun de ces aspects sont convoqués par les pouvoirs afin qu'ils programment de concert tout ce qui advient au nom de la santé, de la sécurité et de la survie. C'est paradoxalement au moment où chaque détail du monde est devenu effectivement insupportable que l'idée même de le changer semble se dissiper. Et c'est au motif de sa préservation en l'état que la contribution citoyenne de chacun à son aménagement perpétuel est requise. C'est ainsi que, en endossant la responsabilité de ce que pourtant ils subissent et sont censés combattre, les opposants parlent la langue de l'idéologie universelle et chiffrée de la mesure. Cela est plus apparent en matière nucléaire que dans d'autres domaines. Qui se trouve face à un compteur Geiger est précipité, bien évidemment malgré lui, dans un état de contemplation. Comment faire face à un résultat ? La morbidité radioactive étant appréhendée statistiquement par les experts, il ne reste qu'à spéculer passivement sur ses chances de survie. L'usure mène au chantage.

On retrouve sans étonnement dans la mesure certaines qualités de l'argent. L'argent permet de rendre commensurable n'importe quoi avec n'importe quoi d'autre pour que les choses changent de propriétaire. La mesure promet de décrire une chose selon certaines de ses caractéristiques propres. Mais dès lors que ces choses sont répertoriées dans un même ensemble et hiérarchisées selon leurs grandeurs respectives, cela confère

3. Alain Supiot, *La Gouvernance par les nombres*, collection Poids et Mesures du monde, Éditions Fayard, mars 2015.

une valeur apparemment propre à chacune de ces choses. Cette valeur est pertinente selon le critère envisagé, mais ce critère est-il discuté? Ainsi, la performance du travailleur est mesurée selon un objectif de production et échangée en salaire. Mais le critère qualitatif du travail, à savoir son usage social, est, lui, indiscutable puisque l'horizon et la raison d'être de l'entreprise se confondent avec la production pour elle-même. De manière similaire, le record du monde de radioactivité sous forme de strontium 90, qui inocule le cancer des os, a été battu au large de Fukushima : Tepco l'a «annoncé» le 19 juin 2015 dans un silence universel, deux doses de 1 million de becquerels par mètre cube auraient été prélevées le 4 mai 2015 dans l'eau du port de Fukushima, là où se répandent les écoulements des réacteurs 3 et 4. Quel critère qualitatif, quel usage social sont-ils mis en question par cette information objective? Que la fin du monde se rapproche? Que le degré de confiance dans l'industrie nucléaire s'abaisserait d'autant plus que l'information serait diffusée? Que faire de cette information? Détachée de ses usages, la mesure est un ersatz de savoir, quelle que soit la sophistication des connaissances qui y sont investies pour la faire apparaître. Elle devient un instrument idéologique quand, comme l'argent, elle permet de moduler les inégalités effectives sans renverser les rapports de domination qui en sont les causes.

L'autorité unilatérale de la mesure s'impose comme celle de l'argent, la précision idéale du chiffre permet de rendre consensuel le pire. Cela est lié à la nature même de la mesure. Lorsqu'on mesure quelque chose on prétend ne pas toucher à ce qu'on mesure, comme lorsqu'on prélève un échantillon révélateur. Du moins s'efforce-t-on de ne pas dénaturer ce qu'on mesure. Mais la mesure est un outil de représentation partielle. Ses usages participent de l'émancipation humaine lorsque les humains se l'approprient. Mais dès lors que la mesure indique «ce qui arrive», elle devient une arme contre l'émancipation humaine. C'est d'autant plus vrai quand elle concerne quelque chose que l'humanité ne pourra jamais s'approprier. La mesure du nucléaire résume et révèle la face armée de la mesure. De même que l'argent offre l'illusion d'une appropriation au consommateur,

le sievert offre l'illusion d'un contrôle du danger radioactif au vivant. L'anxiolytique accompagne la domination par la peur.

La mesure et l'argent se confondent d'ailleurs dans la notion de «valeur monétaire de l'homme-sievert» qui fut initialement fabriquée à destination des travailleurs du nucléaire. Son objectif est d'évaluer l'impact financier sur le PIB d'une dose radioactive collective potentiellement reçue par une population donnée. En estimant les «effets radio-induits» provoqués par cette dose et en les convertissant en temps de travail perdu, les risquologues nucléaristes parviennent ainsi à apprécier le coût annuel d'une dose d'1 homme-sievert (20 000 € pour 2010). Grâce à ce délicat concept économique, les risquologues transforment les conséquences sanitaires (maladies génétiques ou mutagènes, cancers, décès...) en un coût monétaire. Ce dernier sert d'étalon pour les négociations entre donneurs d'ordres et sous-traitants et de critère d'appréciation de la viabilité économique de l'industrie nucléaire par l'État. Un de ses pédagogues précise froidement «que l'on raisonne, comme toujours en matière de prévention et de précaution, sur des vies “statistiques” à sauver et non pas sur des individus identifiés».⁴

En cas de catastrophe cette «valeur monétaire de l'homme-sievert» n'a plus aucune utilité, même pour les assureurs. La comptabilité morbide doit alors intégrer d'autres paramètres inattendus comme les types, densités et déplacements de populations atteintes et la gestion des territoires contaminés. La gestion politique s'établit alors en agissant sur les seuils «tolérables», qui sont passés dernièrement de 1 à 20 millisieverts à Fukushima.

Étonnamment, à rebours de l'histoire, des sortes d'actes luddites et difficilement qualifiables sont apparus. Des installations de l'IRSN brûlèrent : «Incendies criminels de 3 stations de prélèvement d'air situées près de sites nucléaires», AFP, 12 mai 2015. Il s'agit de la destruction par le feu de plusieurs appareils mesurant «la qualité radioactive de l'air» gérés par l'IRSN proches de sites d'EDF et du CEA. Un texte en forme de justification, signé Fernandel (lire page 6), a circulé dans des médias libertaires, bien qu'il ait échappé *apparemment* à la

4. Pour chiffrage et précisions, voir *Radioprotection et ingénierie nucléaire*, Henri Methivier, éd. EDP sciences, 2006.

vigilance des médias régionaux, de l'AFP, de RTL et des autorités de l'IRSN qui font part de l'action. Ce texte a ciblé l'IRSN, la CRIIRAD et les agents d'accompagnement de l'existence en Terre contaminée et déclare combattre «l'habitude» et «la résignation».

Jérôme Joly, directeur général adjoint de l'IRSN ne comprend pas ces incendies, il juge «stupide de s'attaquer à des moyens de surveillance». «C'est la première fois que ce type de dégradation intervient sur les préleveurs d'air», précise-t-il en s'inquiétant «de perdre une indépendance pendant quelque temps», le temps de remplacer les instruments de mesure, apprend-on par l'AFP. *Le Télégramme* du 12 mai⁵ rapporte des propos similaires évoquant des actes «d'autant plus stupides que nous [l'IRSN] exerçons une mission de service public, avec l'argent des contribuables, afin de repérer les incidents éventuels que l'exploitant n'aurait pas lui-même détecté». On apprend donc que les mesures de l'opérateur, EDF, sont surveillées par la bureaucratie nationale experte en mesures, l'IRSN, qui gère 400 balises Téléray sensibles aux rayonnements gamma, dont 300 entre 10 et 30 kilomètres de sites nucléaires. L'IRSN accompagne aussi les projets de recherche en amont. Quant au degré d'indépendance de ce surveillant du surveillant, recourons à son chef, Thierry Charles. Lors d'un débat consensuel avec une communicante du Réseau sortir du nucléaire («Tcherno-Blaye : une centrale les pieds dans l'eau, 8 juin 2015», France Inter), il approuve le journaliste présentant l'IRSN comme n'étant «à la solde de personne ni de l'État ni des exploitants» (EDF et AREVA, dont l'actionnaire presque exclusif est l'État lui-même) avant de concéder tout de même

être «dépendant de cinq ministères». Pendant ce temps, la CRIIRAD, qui installe ses balises là où les conseils généraux lui disent de faire, pétitionne à tour de clics pour jouer citoyennement le rôle de l'IRSN ou se plaindre devant la Commission européenne pour faire baisser les «niveaux maximaux admissibles de contamination radioactive dans les aliments en cas d'accident nucléaire».

Les auteurs des actes rapportés par Fernandel n'ont pas saboté les machines qui les auraient dépossédés de leur outil de travail comme le firent les luddites anglais entre 1811 et 1817, les tisserands de Silésie en 1844 ou les Canuts en 1831 et 1834. Ils ont saboté les machineries qui prétendent mesurer les rejets radioactifs des centrales nucléaires. En cela, leur acte désigne la responsabilité des gestionnaires du nucléaire. Car l'IRSN a beau enfilier le costume du chevalier blanc du nucléaire, il ne tient ce rôle que de l'existence des centrales en reprenant le refrain de la peur que les lanceurs d'alerte écologistes avaient entonné. Seuls des crétins manipulés voudraient détruire une centrale nucléaire. Le vieillissement accepté des centrales que l'IRSN mesure est bien une des formes de la manipulation moderne qui accompagne tranquillement cette politique de désastre généralisé. De même que les luddites anglais ne s'opposaient pas à d'inexorables lois de l'histoire, mais aux forces humaines historiques qui s'imposaient à eux, Fernandel ne semble pas s'opposer aux lois de la nature dont une station météo signalerait les dangers ; il désignerait plutôt les forces humaines historiques qui font que ces dangers-là existent et celles qui les accompagnent. Ce sont encore ces forces qui soutiennent le «vieux monde». Fernandel a chatouillé les aisselles d'Atlas.

Le 1^{er} octobre 2015,

Association contre le nucléaire et son monde.

5. Assez drôlement, le journaliste, amoureux ou alcoolique (ce «ou» n'étant pas nécessairement exclusif), écrivait que «les poussières de l'atmosphère» environnant Brennilis étaient collectées dans un «filtre» (*sic*).

La vache et l'irradié

Les détecteurs de radioactivité suivants ont été soufflés par un vent mauvais incendiaire : Brennilis, Salives-Morvilliers et Belleville-sur-Loire.

*« Au lendemain de l'accident, la seule chose à laquelle j'ai pensé a été de sauver des animaux. Maintenant, je ne peux plus arrêter. »
Naoto Matsumara (Metronews, 10 mars 2014)
Naoto Matsumara, Le Dernier Homme de Fukushima, est le promoteur et le héros utile de la survie en milieu contaminé.
Il y a quelques décennies, c'était la vache qui sauvait le prisonnier.*

Il y a deux raisons pour lesquelles ces détecteurs méritaient ce sort. La première est bien connue de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'industrie nucléaire, la seconde l'est bien moins.

La première raison est qu'ils ne tiennent pas la promesse de la transparence, mais la seconde est plus décisive : elle relève de ce que nous promet la transparence. Ce sont ces deux formes de mensonge que ces destructions livrent à la publicité.

Les nucléocrates comme les antinucléaires savent bien que « l'unité de mesure supportable » par l'homme varie selon les besoins du moment de l'industrie nucléaire. Les premiers parce qu'ils organisent le va-et-vient des doses administrées, leurs contestataires parce qu'ils dénoncent ce mensonge quantitatif.

Les habitants des environs de Fukushima – y compris les plus fragiles – sont légalement exposés aux doses naguère prévues pour les seuls travailleurs des centrales, les circonstances posent la norme. Les appareils de mesure installés par les autorités japonaises l'ont été de telle sorte qu'ils reflètent une quantité d'irradiation minorée, cela oriente les dissensions entre écolocrates et nucléocrates vers un devoir commun de transparence.

Le régime d'habitation est à l'œuvre depuis le début de l'histoire de la radioactivité industrielle et médicale. Les études effectuées depuis Hiroshima et Nagasaki partent du principe que l'homme s'adapte à la dose, c'est la définition même du sievert. L'OMS écrivait dès 1957 : « Cependant, du point de vue de la santé mentale, la solution la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie atomique serait de voir monter une nouvelle génération qui aurait appris à s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude et qui, pour citer Joseph Addison le poète anglais du XVIIIe siècle, saurait "chevaucher l'ouragan et diriger la tempête". » On sait lesquels font les fous.

Après l'effondrement des réacteurs de Fukushima, l'opacité idéologique était telle qu'elle avait laissé apparaître l'absence d'informations. Spontanément, quelques citoyens comblèrent cette lacune en organisant des campagnes de distribution de détecteurs de radioactivité individuels. Quelques mois plus tard, leur combat pour l'accès de tous à l'information s'institutionnalisa sous la forme du CRMS (Citizen's radioactivity measuring station) avec l'adoubement de la CRIIRAD. Ce sont les mêmes intentions qui guidèrent les pionniers de la contre-mesure en France. Aujourd'hui, de la Biélorussie au Japon, les effets pervers de cette volonté de transparence qui complète celle des nucléaristes finissent de se révéler, le problème ne serait plus l'atome, mais la dose.

Venons-en à l'aspect qualitatif du mensonge. Nous sommes habitués et il s'agit de nous résigner plus encore. La France est constellée d'appareils de mesure de radioactivité non pas pour nous protéger – un thermomètre ne fait pas baisser la fièvre ni ne refroidit un corium – mais pour nous rendre ordinaire la présence même du nucléaire. Leur dispositif consacre une attente collective. Ils condensent la certitude d'une catastrophe à venir en maquillant celle qui est déjà là, en régime chronique, sinon aigu. L'IRSN, l'ACCRO et la CRIIRAD, chacun à sa sauce, préparent les citoyens à devenir acteurs de la catastrophe le moment venu. L'écologiste chevauchera l'ouragan pendant que l'État dirigera la tempête. L'autre solution est évidemment que l'industrie nucléaire cesse. C'est la seule façon de rendre réellement les détecteurs de radioactivité à leur inutilité.

Plus généralement, qu'il s'agisse de la gestion de l'argent en période de crise économique perpétuelle assumée ou d'autres formes de nuisances morbides comme les pesticides, les OGM, etc., les normes juridico-techniques, volontiers participatives, régulent l'attente de la catastrophe. Les chiffres et les codes désignant les seuils de la qualité de la vie traduisent la réalité de sa dégradation. Nous sommes sommés de nous contenter de ne pas être déjà demain quels que soient nos malheurs d'aujourd'hui.

On n'arrête pas plus l'émission de radioactivité d'une centrale nucléaire en pétant un compteur Geiger qu'on n'arrête le passage du temps en cassant sa montre ou une horloge. Mais contrairement au temps, la radioactivité est lourde de certitudes.

Fernandel, 10 mai 2015

À la rédaction de *Science et vie*

Aux sieurs Vincent Nouyrigat et Frédéric Pajak



Messieurs,

C'est avec un dégoût mêlé de pitié que j'ai aperçu la une de votre magazine. Afin de connaître plus en détail l'étendue de ce désastre culturel et politique – en attendant la catastrophe radiologique annoncée – je me suis forcé à lire cette chose.

Je sais depuis longtemps que le monde radioactif dans lequel les experts de la question entendent nous faire vivre se déploie inlassablement depuis Los Alamos, en dépit de tout. Je sais aussi que l'État, en France, est actionnaire majoritaire de l'industrie nucléaire, y compris et surtout de l'armement, dont les réacteurs fabriquent, entre autres, le plutonium et autres saletés qui lui sont nécessaires. Je sais aussi que les Français, en dépit de la terreur qu'une industrie de la radioactivité suscite chez tout humain un peu conscient de la vie et des enjeux, sont fiers comme des coqs de leur «savoir-faire» nucléaire et de leur armement. Ils pourront toujours venir pleurnicher, le moment venu, sur leurs cancers et leurs beaux terroirs détruits avec le même savoir-faire.

Quelques mois avant Fukushima, *Science et vie* (juillet 2010) nous expliquait que «la vie reprend le dessus» à Tchernobyl. On y causait biodiversité et génomique de bazar, on traitait sur le même plan incendies de forêts et irradiation des territoires, la vie humaine et sociale était à peu près absente des doctes réflexions des pacificateurs mis à contribution. Aujourd'hui dans un prétendu «après-Fukushima» – comme si l'affaire était réglée –, les industriels de la radioactivité ont décidé de changer leur missile d'épaule. Depuis le temps

que les Verts et autres citoyens avides de transparence et de consommation dans le confort hurlent à la désinformation, à l'*omertà*, les radieux experts font amende honorable : la catastrophe est non seulement fort probable, imminente mais, surtout, *elle est dans l'ordre des choses*. Ils ont fini par admettre qu'on ne pouvait plus le cacher. Et, bien sûr, les «acteurs» du nucléaire et la protection dite civile nous garantissent qu'ils sont prêts à gérer au mieux un Fukushima français.

Autre nouveauté, non des moindres, les grands manitous de l'atome ne garantissent plus rien du tout, simplement qu'ils feront, au fond, ce qu'ils pourront. C'est-à-dire pas grand chose sinon nous confiner et organiser notre consentement à la vie en milieu irradié. Ce que tout observateur, même négligent, sait de longue date. Mais cet aveu seul suffirait à l'enterrement du nucléaire.

Ce changement d'attitude dont vous faites état dans votre dossier marque un achèvement dans l'habitude à l'horreur. Plutôt sexy pour une époque placée, paraît-il, sous le signe de la rationalité et de la «science» : vie assistée par ordinateur, OGM, surveillance tous azimuts, guerre spatiale, climatique, pillages hystériques des ressources, etc. Après tout il est logique d'accepter enfin *officiellement* que l'industrie atomique est contre la vie puisque la majorité semble impuissante face aux armes à déchets «appauvris», au calvaire des mineurs d'uranium au Niger et ailleurs ou au spectacle d'enfants-balises japonais élevés avec des dosimètres.

Vous me rétorquerez que vous ne faites là que votre travail de journalistes et, assurément, votre dossier est exhaustif. Vous jouez même avec quelques petites transgressions nécessaires, comme cette remise en question du modèle prédictif probabiliste officiel qui voulait nous faire croire, à l'aide d'une équation à deux sous, que l'éventualité d'une catastrophe était presque nulle ; ou les questions sinistres et évidemment sans réponse que vous posez ici et là, afin de montrer qu'on ne vous la fait pas. Vous donnez la parole à une horde d'experts et contre-experts, illustres ou non ; personne ne pourra vous accuser de ne pas être objectifs. Vous roulez même un peu les mécaniques en évoquant des « questions que jusqu'ici personne n'avait osé poser ». Comme si avant vous personne ne s'était jamais inquiété de rien, mais la mémoire historique n'est pas ce qui vous étouffe. Des décennies de mouvements antiguerre, antibombe, anti-nucléaire, une longue série de désastres civils avec leur cortège de médecins et de chercheurs, sans parler de la Guerre froide et de ses centaines de tirs nucléaires qu'il était convenu d'appeler « essais », tout cela n'est rien en regard de votre sottise prétention journalistique à révéler... ce que vos donneurs d'ordre consentent à révéler. Ce qui, au passage, rejette dans les ténèbres toute révélation antérieure, éclipsée par votre génie d'enquêteurs.

Mais la réalité est bien plus sordide : vous êtes salariés, aux ordres, vous n'avez de liberté de parole que celle consentie par vos donneurs d'ordre via votre rédaction. N'ayant pas cette limitation, j'ai ici le mauvais goût de ne parler qu'en mon propre nom et celui de tout humain qui n'en peut plus de ce monde où seule la marchandise conditionne la vie et la mort, où la soumission à tous les diktats morbides de l'économie, aux impératifs de la guerre pour l'énergie, l'organisation de la peur et de la haine sont de règle.

Votre dossier est donc destiné à nous faire accepter l'inacceptable puisque Jacques Repusard de l'IRSN l'a dit : « il faut imaginer l'inimaginable ». Ceux qui posaient encore récemment aux maîtres de l'atome ont enfin compris qu'il leur fallait avouer une bonne fois pour toutes : qu'ils nous tiennent tous en otages, pro comme anti, au nom du « progrès » technique dont on nous rebat les oreilles et qui est désormais le seul horizon qui fasse sens pour une société qui n'en a plus ; que nous avons intérêt à filer doux et à accepter avec reconnaissance notre rôle de victimes consentantes, puisque la majorité a déjà tout accepté au nom de la mythique *indépendance* énergétique.

Je vous souhaite à tous de beaux cancers.

Un irradié non consentant.

Saclay, le 14 septembre 2014.



*Réification achevée de l'homme du XXI^e siècle
empêtré dans ses appareils de mesure.*